Universitätsbibliothek Frankfurt a/M.

Trente-deuxième Année. Supplément hebdomadaire illustré : LA CROIX DE LORRAINE. N° 45. — Mercredi 25 Février 1914

Directeur politique : H.-D. COLLIN

ABONNEMENTS

Ville de Metz :
Trois mois . . . . . 3,30 M.

Alsace-Lorraine, Allemagne :
Trois mois . . . . . 3,32 M.

France :
Un an . . . . . 36 fr.
Six mois . . . . . 18 »
Trois mois . . . . . 10 »

En vente à PARIS
A la Librairie Alsacienne-Lorraine, 1, rue de Médicis.

Le Lorrain

Rédaction et Administration :
14, RUE DES CLERCS, METZ — Téléphone N° 31

ANNONCES
La petite ligne . . . . . 20 Pf.

RÉCLAMES
La ligne . . . . . 50 Pf.

Les annonces sont reçues aux bureaux du journal
14, rue des Clercs, à Metz
et dans toutes les Agences à l'étranger.

Voir à la 4e page la suite de notre feuilleton.

Lettre de France

Paris, le 22 février.

MANE, THECEL, PHARÈS...

Des amis de France, qui lisent ces Lettres, m'ont dit parfois comme ce correspondant lorrain qui m'écrivait récemment pour taquiner mon optimisme : « Eh bien, eh bien, monsieur Tant-Mieux, que dites-vous des événements politiques? Ne vous voilà-t-il pas troublé dans vos belles déductions? Vous nous ouvriez d'agréables perspectives sur l'avenir, en nous montrant à l'horizon un noble bâtiment en construction, s'élevant sur les plans des architectes Briand et Barthou et destiné à remplacer sous peu la bâtisse croulante du radicalisme. Ça n'a pas l'air d'aller tout seul, hein? Les anciens locataires n'ont pas, semble-t-il, la moindre envie de laisser la place. Ils se trouvent encore à leur aise dans la vieille maison lépreuse. Tout a beau s'y montrer en mauvais état : ils s'y plaisent toujours. Ce n'est pas encore demain que vous nous ferez une république habitable. »

Comme vous pouvez vous en rendre compte, l'objection qui m'est faite de ce côté, n'est pas de même espèce que celle qui m'était adressée récemment par l'ami inconnu de Lorraine. L'un me reprochait, ou presque, de défendre les ministères Briand et Barthou; mon vieux camarade, qui me tient ces propos que je viens de vous rapporter, m'accuse de voir trop en rose et de prendre nos rêves pour des réalités.

Evidemment, je confesse humblement que les apparences me jouent le plus vilain des tours et que je ne parais guère réussir dans l'art de prédire l'avenir. Ces messieurs du grand ministère radical socialiste vivent, ce qui est, disait Talleyrand, le plus grand des mérites en des temps troublés. Bien mieux, ils barbottent dans la mare stagnante comme les plus experts des volatiles accoutumés à l'eau trouble. Ils s'en donnent à cœur joie, en préparant de bonnes petites lois fiscales et sectaires. Eux qui ont toujours à la bouche, prêt à le lancer à la tête des catholiques, le mot Inquisition, voici qu'ils le font leur pour organiser le supplice de l'impôt. D'autre part, comme la petite fête ne saurait être complète sans un couplet anticlérical, on retire à des congrégations parfaitement en règle les autorisations données par leurs propres aînés.

Toute la lyre, en un mot. Ajoutez à ces initiatives charmantes, nées sous le crâne luisant de M. Joseph Caillaux, le ploutocrate démagogue, une petite revue du personnel préfectoral, aux fins de préparer les candidatures officielles.

Je reconnais bien volontiers que le tableau manque d'agrément et j'avoue sans me faire prier que, considéré ainsi, il offre plus d'une raison de chausser ces fameuses lunettes fumées dont je vous parlais récemment. Ah! j'allais oublier un des plus nobles exploits du même cabinet : l'abrogation de la circulaire Baudin, qui ordonnait aux navires de la marine française croisant dans les eaux orientales, de mettre pavillon en berne le Vendredi-Saint...

* * *

Il n'est que trop certain que ces messieurs — « Je suis *reupublicain*, comme dit M. Doumergue » — ont une activité merveilleuse : ils font tout le mal possible. Ils me procurent l'impression de certains poitrinaires qui, au cours de la crise suprême, éprouvent un besoin morbide de jouir plus intensément de la vie, comme s'ils voulaient l'épuiser toute, d'un coup.

Car, quelles que soient les apparences, je persiste, pour ma part, à considérer ces gens comme des condamnés. Je vous l'ai écrit, mes chers lecteurs, et je ne crains pas de vous l'écrire à nouveau aujourd'hui : ces hommes politiques qui ont escaladé le pouvoir par surprise ne sauraient s'y maintenir bien longtemps, et dans tous les cas ils figurent la dernière équipe luttant pour sauver la situation. C'est la garde qui donne; c'est le carré final, ayant au centre son chef, M. Joseph Caillaux.

Voyez-vous, quand on fréquente à Paris, — et n'importe où d'ailleurs, aussi bien, — pendant des années, un même milieu, un groupe représentatif, on peut se rendre compte, à suivre les courbes d'opinion que subit ce milieu, des modifications plus profondes que supporte la masse. Pendant de longues années, pour ma part, j'ai vu les différentes élites que l'on appelle encore les classes dirigeantes considérer avec un dégoût passif les excès du régime parlementaire. Quand on abordait ce sujet dans un salon, un cabinet de travail, une salle de rédaction ou au café, on tombait aisément d'accord pour déplorer « les misères du temps », mais une même conclusion couronnait toujours le débat, où qu'il se tînt, quels que fussent les hommes qui y prissent part : « Que faire? qu'y faire? »

S'il y avait dans la compagnie des écrivains collaborant à de grands journaux — ceux qui ne sont pas des organes de parti, mais qui appartiennent à ce qu'on est convenu d'appeler « la grande presse » — il se trouvait toujours quelqu'un pour leur dire : « Vous avez raison : vous parlez d'or. Mais pourquoi ne dites-vous pas ces choses dans vos journaux? » Or, à chaque fois, on avait une même réponse : « Jamais mon directeur ne publierait mon article. Il aurait peur de ses lecteurs. »

Ce n'était peut-être pas très courageux de la part des directeurs de ces journaux, mais la situation existait, et de même que l'on pouvait alors constater l'inertie trop avertie, hélas! des élites, on vérifiait douloureusement que la grande presse, asservie à son public au lieu de le diriger, refusait de réagir contre un état de choses qu'elle déplorait en la peasonne de ses dirigeants.

* * *

Il n'en est plus de même aujourd'hui, d'aucunes façons. D'abord, parmi la classe dirigeante. A l'heure présente, où qu'ait lieu la conversation, non seulement on continue à juger sans indulgence la politique sectaire et désorbitée des Doumergue et des Caillaux, mais on s'organise pour la résistance : on entrevoit l'heure prochaine de la libération; on ne craint plus ces fantoches déguisés en croquemitaines. Chacune de leurs petites vilenies, au lieu de provoquer la panique, affirme l'adversaire dans sa volonté de vaincre. Nous vivons sous les tyrans présentement sans pessimisme : nous savons bien que les temps sont prochains.

Tout cela est bel et bien, allez-vous peut-être me répondre. Voici un petit roman de votre façon, imaginé pour tout concilier. Mais vous nous l'avez déjà conté quelquefois et...

Eh oui! je vous l'ai déjà conté et je vous le conterai peut-être encore, mais cela s'explique. Comme je vous l'ai dit déjà aussi, ce n'est pas en un jour que peut se reconstituer le tissu et il n'y a que les physiologistes pour discerner sous l'apparente stagnation le travail réparateur. Je viens de vous raconter ce que j'ai tous les jours l'occasion de constater personnellement. Je vais vous donner des preuves de cette action lente mais continue, qui aboutira inévitablement à la parfaite santé.

Il y a quelques semaines déjà, le *Matin* publiait en tête de ses colonnes l'article d'un socialiste, M. Roux-Costadau, réputé pour ses coups de boutoir, et le papier fit quelque bruit dans le monde politique. Sans ambages, l'auteur dénonçait l'incapacité du parti radical socialiste à gouverner et montrait tout le paradoxe de sa situation. Ces messieurs, disait en substance M. Roux-Costadau, se prétendent à l'avant-garde du parti républicain, alors qu'en réalité ils sont sans programme, obligés de reprendre les idées des républicains de gauche et moins soucieux que ceux-là de la bonne administration de la France. Si les choses vont encore ainsi quelque temps, c'est bel et bien la fin du régime.

On affecta de rire en lisant l'article. Boutade, gageure, ruade d'un enfant terrible de la République. Mais déjà certains se rendaient compte que ce prétendu fou ne raisonnait pas si mal, d'autant qu'entre deux tours de leur façon, messieurs les ministres étaient obligés — comme je vous l'ai déjà dit — d'appliquer le programme sur lequel ils avaient fait tomber leurs prédécesseurs : loi de trois ans bien entendu, emprunt de 1400 millions, réforme électorale.

L'on se hâta cependant d'oublier. Après tout, ce n'était jamais qu'un socialiste qui avait parlé, et quand la chose est nécessaire le socialiste devient le pelé et le tondu. La trêve ne dura pas bien longtemps toutefois. Ce fut alors le rempart de la rue de Valois, M. Mascuraud lui-même, l'omnipotent et le ventripotent président du Comité républicain du commerce et de l'industrie qui intervint. Est-ce qu'il ne lui prit pas fantaisie à son tour — pour la première fois de sa vie — de contredire un gouvernement en fonction et de clamer comme un écorché que les intentions financières de M. Caillaux faisaient courir un grand danger à la République? Rien n'est plus symptomatique que les cris d'orfraie du grand électeur radical-socialiste. On l'a dit, mais on doit le répéter car la phrase est la seule qui convient en l'occurrence : « Quand le navire fait eau, les rats se sauvent. »

* * *

Il y a mieux encore : La journée de samedi nous a apporté deux preuves nouvelles de la crise politique que traverse le pays et de sa convalescence prochaine. Ce jour-là le *Matin* publiait un article-leader intitulé : « Comment les régimes tombent » et portant en sous-titre grassement imprimé : *Ça ne peut pas durer*. Et, à la même heure, un nouvel hebdomadaire fort important, *La Renaissance*, donnait comme premier article une étude politique intitulée : *Vers un Directoire*. Or, coïncidence curieuse, ces deux morceaux étaient signés respectivement du nom de deux anciens ministres de la marine, MM. de Lanessan et Pierre Baudin.

Je prends tout de suite l'article de M. Pierre Baudin, parce qu'il est celui qui nous procure la moindre surprise. Nous savons depuis très longtemps que cet homme politique, fort intelligent et passionnément épris de la grandeur française, n'a pas partie liée avec les sectaires : tout récemment, étant au pouvoir, il avait donné une preuve nouvelle de ses sentiments en rétablissant l'observance du deuil du Vendredi-Saint par la flotte française séjournant dans les Echelles du Levant. Mais tout de même, il faut que ce républicain sincère sente le péril bien grand psur oser écrire des mots comme ceux-ci « Vers un Directoire ».

L'acte de M. Pierre Baudin n'est rien cependant comparé à celui de M. de Lanessan. Que ce dernier, matérialiste sectaire, franc-maçon notoire, lumière éclatante de l'appartement, ancien ministre du cabinet Waldeck-Rousseau, combiste avéré, fasse le signe de détresse, et cette fois sans se tourner vers le Grand Orient, voilà qui en dit plus long que tout sur l'état de choses actuel. Ça ne peut pas durer, écrit-il, et cette phrase qu'il lance du haut de cette formidable tribune qu'est le *Matin*, il l'applique à la situation présente qu'il a d'ailleurs contribué à faire naître autant qu'homme du monde.

Mais, comme il est intelligent, M. de Lanessan, qui connaît bien la pâte électorale, s'est rendu compte que c'en était fini du beau temps où l'on n'avait pas à s'occuper de ce que pensait la France. Et il répète les paroles qui sont venues jusqu'à lui : « Les gens expérimentés, écrit-il, qui savent prêter l'oreille aux bruits du dehors entendent déjà ceux qui souffrent crier : « Nous en avons assez! Battez-vous entre politiciens si vous y trouvez quelque plaisir ou profit, mais respectez nos personnes, nos libertés et nos biens! »

Tiens, tiens, tiens... voilà qui ressemble singulièrement à ce que disaient ces mauvais républicains qui avaient le mauvais goût de ne pas apprécier les bienfaits du Bloc. Mais que dit encore cet ancien ministre repenti? Voyons... « Le pays a compris que le gouvernement de la République (il a compris, hum!... enfin, passons) fit acte d'autorité à l'égard de ses adversaires tant que ceux-ci menacèrent son existence; il n'admet pas que cette autorité soit maintenant appliquée au triomphe d'un parti ou d'un groupe. Il veut que la France soit gouvernée au nom de la France pour la France, et non point au nom d'un parti et au profit exclusif d'un parti. »

Et M. de Lanessan appelle à la rescousse les hommes capables d'appliquer un tel programme, et l'on devine à travers le portrait qu'il fait d'eux qu'il pense aux Briand et aux Barthou : « Qu'ils osent le dire et surtout qu'ils ne reculent pas devant les actes, car le temps est passé où le verbe suffisait à calmer les impatiences de la nation... Ce qu'attend le pays, c'est un programme d'action et des hommes d'action. Et ce programme d'action il veut qu'on le dresse non pour un groupe ou pour un parti si vastes soient-ils, mais pour la France entière. Celui-là sera un homme d'Etat conscient des besoins de la nation et des nécessités du régime républicain qui, ayant établi un programme d'action gouvernementale et législative vraiment nationale, osera faire appel, pour l'exécuter, non point seulement aux adeptes de tels ou tels groupes, de tels ou tels partis, mais à tous les Français. Je conclus : avec beaucoup de vieux républicains, je constate que la France est lasse d'être gouvernée sous la République comme sous la monarchie ou l'empire, qu'elle est lasse de la tyrannie des partis, du désordre des finances, de l'anarchie des administrations, de l'insuffisance de la défense nationale, du désarroi de tout ce qui fait la force et la grandeur des nation, et avec tous les hommes raisonnables, je dis : Ça ne peut pas durer! »

* * *

Commencez-vous, lecteurs, mes amis, à comprendre ma confiance, ma foi inébranlable en une renaissance française? Anxieux, le cœur battant, depuis des années, j'ai guetté les signes de ce *risorgimento* national. A force de les guetter, mes yeux sont devenus plus perçants, mes oreilles ont pris l'habitude d'entendre les plus faibles bruits, ceux-là même qui pendant trop longtemps se sont trouvés perdus dans le brouhaha venu du Parlement. Et je crois, et j'espère et je suis sûr. Trop de bons Français aujourd'hui pensent et veulent en commun pour que la patrie ne recouvre pas toute sa puissance et toute sa beauté. Que ce ministère dure encore un peu de temps, qu'il fasse même les élections ou qu'il tombe demain, la chose n'est que de médiocre importance. *Jam nova progenies cœlo demittitur alto...* L'heure de la libération nationale est prochaine.

BUNCH.

La Journée

Les dernières dispositions concernant le **prochain voyage de l'empereur Guillaume** ont été définitivement arrêtées. Le souverain quittera Berlin le 3 mars dans la soirée. Après un court arrêt à Oldenburg et une visite au grand-duc il se rendra à Wilhelmshaven, puis à l'île d'Héligoland. L'empereur rentrera le 7 mars, par Brême à Berlin.

*

En **France**, la **Chambre** a décidé par 385 voix contre 25 de confier à la commission d'hygiène le soin de procéder, d'accord avec le gouvernement, à une nouvelle enquête sur les moyens propres à améliorer les conditions matérielles d'existence et d'hygiène des troupes.

*

La **grève des mineurs** s'étend assez rapidement, mais l'on s'attend à des rentrées, surtout dans le Nord et le Pas-de-Calais. Le nombre des chômeurs est d'environ 40.000 sur 225.000 ouvriers. Le conseil national des mineurs s'est déclaré hostile à la grève.

*

Au **Portugal**, la loi d'amnistie a été adoptée par le congrès.

Le syndicat des cheminots a décidé la grève générale.

*

L'Union nationale allemande, groupement des députés allemands au **Parlement autrichien**, a voté une résolution invitant les députés allemands de Bohême de tous partis à prendre part aux négociations organisées par le ministre président d'Autriche en vue du compromis germano-tchèque. Cette résolution est le désaveu de la décision contraire prise par le parti progressiste allemand de Bohême.

*

La reprise des pourparlers concernant le **traité de commerce turco-bulgare** est imminente.

*

En **Grèce**, les élections municipales ont donné à Athènes et au Pirée une majorité considérable aux candidats gouvernementaux. Dans les provinces le gouvernement a laissé pleine liberté aux électeurs n'ayant pas voulu désigner de candidats officiels.

*

A la **Chambre des communes**, sir Grey a fait une longue déclaration au sujet du meurtre de son compatriote, M. Benton.

La France et le Japon songeraient à défendre leurs nationaux au Mexique.

*

D'**Australie** on annonce que 10.000 ouvriers métallurgistes se sont mis en grève à Sydney.

*

Au **Japon** le ministre de la marine a décidé de dissoudre la commission d'enquête sur les scandales dans la marine. Il a chargé de l'enquête les autorités judiciaires navales. Le parquet croit qu'aucun fait nouveau ne se produira avant l'ouverture des débats.

Chronique Générale

ALLEMAGNE

Incident pénible dans le camp catholique.

Nous avons rapporté objectivement l'incident soulevé dans le camp catholique à la suite de la publication, par le centriste *Düsseldorfer Tageblatt*, d'informations tirées des archives de « l'Agenzia Internationale Roma » concernant un entretien de Mgr Kopp avec le comte Oppersdorf.

L'Agence romaine, dans des rectifications adressées au journal en question et à la *Germania*, dément formellement que son agence allemande lui ait communiqué pareille information concernant le Centre, l'impôt de guerre et les Jésuites.

Mais le *Düsseldorfer Tageblatt* spécifie qu'à côté du « Bulletin quotidien » et des « Cahiers romains » destinés aux abonnés ordinaires, une publication intime est adressée sous pli recommandé à certains hommes de confiance occupant une situation en vue; et le journal de Düsseldorf ajoute qu'aucun démenti n'est possible : Au reste la lettre pastorale du cardinal Kopp sur le Pape ne vient-elle pas donner un commencement d'authenticité aux informations.

Le comte Oppersdorf, de son côté, déclare dans sa revue *Klarheit und Wahrheit* que dans le prochain numéro il s'occupera plus spécialement des révélations du *Düsseldorfer Tageblatt*, mais il ajoute que, dans cette affaire, il ne s'agit pas de sensation, ou encore d'un entretien avec le cardinal ou d'un rapport secret, mais de faits connus auxquels on a donné une fausse étiquette. Il y a donc lieu d'attendre le prochain numéro de *Klarheit und Wahrheit*.

La santé du cardinal Kopp.

C'est en se rendant aux séances du Landtag de la Silésie autrichienne à Troppau, où il a voix et siège comme prince-évêque du diocèse de Breslau, qui s'étend aussi sur l'Autriche, que le cardinal Kopp fut atteint d'une pneumonie dont le cours n'inspire plus d'inquiétude. Le cardinal a commencé à recevoir plusieurs visites de Breslau, ce qui l'a fatigué au début de la semaine.

Le cardinal devait se rendre ces jours-ci à Rome, de sorte que son départ a dû être remis à plus tard, d'autant plus que Son Eminence souffre aussi d'une inflammation de l'iris.

L'unité du parti du Centre.

Tous les députés du Centre au Reichstag, à la Chambre prussienne et aux Chambres bavaroise, wurtembergeoise, badoise, hessoise et oldenbourgeoise, les seules où il y a une fraction de ce parti, ont signé le manifeste du comité central national du parti : il y est déclaré que ce parti est et sera toujours ce qu'il fut depuis les Reichensperger, Windhorst, Malinckrodt et Lieber. Quiconque cherchera à en changer le caractère politique et non confessionnel sera traité en ennemi du Centre. 359 députés ont signé avec les 44 membres du comité national. Aucun député du Centre n'a fait exception.

Encore un enlèvement par des racoleurs?

D'après une communication reçue par les parents, le jeune ouvrier charpentier Charles Giese, de Nabern (arrondissement de Königsberg), aurait été emmené au-delà de la frontière par des racoleurs et enrôlé de force dans la légion étrangère. Les parents, dit la *Gazette de Francfort*, ont demandé aux autorités allemandes de faire des démarches énergiques en vue d'obtenir la libération de leur enfant.

FRANCE

Chambre des députés.

L'INTERPELLATION SUR L'ÉTAT SANITAIRE DANS L'ARMÉE — LA CHAMBRE VOTE UNE ENQUÊTE

Paris, 23 février. — La Chambre continue aujourd'hui la discussion de l'interpellation sur l'état sanitaire de l'armée. La salle et les tribunes sont combles.

M. Denis, député et maire de Toul, rapporte le propos d'un médecin-major disant que les épidémies eussent sévi même s'il n'y avait eu que deux classes et pas trois. (Exclamations et bruit à gauche.)

M. Denis dit que dans l'ensemble la classe de 1913 a été moins atteinte que la classe de 1912.

L'orateur compte sur la sollicitude du service de santé, suffisamment renforcé et sur l'efficacité des mesures prescrites par le ministre afin d'améliorer les conditions d'hygiène des casernes, pour conjurer la crise actuelle et en éviter le retour. (Vifs applaudissements au centre et sur divers bancs à gauche.)

M. Noulens, ministre de la guerre, prenant à son tour la parole, déclare que l'administration de la guerre n'a rien à cacher de la vérité.

Le ministre expose que, sans doute, la situation a été aggravée par l'hiver rigoureux et par les épidémies qui ont frappé aussi les voisins mais il ajoute qu'il y a en France des causes propres : d'abord l'insuffisante sélection des conscrits. (Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche. MM. Caillaux et Viviani applaudissent.)

M. Noulens dit que cependant en 1913 comme en 1912, les effectifs auraient été suffisants pour permettre aux conseils de revision de se montrer sévères.

M. Etienne, interrompant, dit que les instructions du gouvernement indiquaient de façon très précise que les conseils devaient opérer la sélection la plus rigoureuse. (L'extrême-gauche proteste contre les paroles de M. Etienne.)

M. Noulens reconnaît très volontiers que le gouvernement précédent et le Parlement ont eu le souci d'une sélection très sévère, mais il ajoute que leurs intentions et leur volonté n'ont pas été suivies par les conseils de revision. Il faudra, dit le ministre, organiser un système pratique pour limiter les effectifs jusqu'au point nécessaire à sauvegarder la santé des hommes. (Applaudissements.)

Le ministre constate qu'au dernier moment l'armée a eu à recevoir 235.000 hommes au lieu des 195.000 prévus. (Mouvements.)

Le ministre déclare qu'en raison des difficultés considérables qu'elle a rencontrées, l'administration de la guerre est arrivée, sinon à des résultats parfaits, du moins aux résultats les plus favorables.

Le ministre expose que d'accord avec le service de santé on a desserré les soldats partout où il y avait encombrement. On a multiplié les mesures de désinfection, on a ajourné des appels de réservistes, on a accordé largement des congés de convalescence aux soldats dont l'état était inquiétant.

Les directeurs du service de santé pourront visiter les casernements sans prévenir les chefs de corps. (Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.)

Le ministre promet de donner des instructions pour que les conseils de révision se montrent plus rigoureux et pour que les chefs de corps n'imposent pas aux soldats des efforts brusques mais qu'ils les éduquent par efforts progressifs.

M. Etienne interrompt, dit : J'avais envoyé une circulaire rédigée dans ce sens. (Mouvement.)

M. Noulens réplique : C'est exact mais malheureusement l'instruction ne fut pas toujours suivie.

Le ministre conclut : Nous voulons une armée forte et la première condition pour l'avoir telle, c'est que l'on commence par avoir souci de la santé des hommes. (Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.)

M. Doumergue serre la main de M. Noulens.

M. Painlevé, qui préconisa jadis l'incorporation à 20 ans, se plaint de l'imprudence et de la brutalité avec lesquelles cette incorporation a été appliquée.

La clôture est votée à mains levées à la presqu'unanimité.

M. Deschanel fait connaître qu'il y a trois ordres du jour et deux demandes d'enquête.

Le 1er ordre du jour est de MM. Long et Godard. Il exprime la confiance dans le gouvernement pour prendre des mesures propres à assurer les meilleures conditions d'hygiène et approuve ses déclarations.

Le second est de MM. Vaillant et Lauche. Il invite le gouvernement à prendre des mesures pour enrayer les épidémies.

Le troisième est de M. Berry et est ainsi conçu : La Chambre résolue à maintenir la loi de trois ans passe à l'ordre du jour.

Les deux demandes d'enquête émanent 1° de MM. Lachaud et Augagneur tendant à nommer une commission d'enquête, 2° de M. Abel Ferry exprimant la confiance dans le gouvernement et tendant à charger la commission d'hygiène de poursuivre son enquête d'accord avec le gouvernement.

Les demandes d'enquête ont la priorité.

M. Augagneur a la parole. Il affirme que l'enquête est nécessaire pour rassurer le pays afin qu'il règne partout une confiance absolue dans le gouvernement et le Parlement. L'orateur insiste longuement sur l'utilité de l'enquête.

M. Abel Ferry appuie la demande d'enquête qu'il a formulée tendant à donner mandat à la commission d'hygiène de faire une œuvre technique précise en collaboration avec le ministre de la guerre et le sous-secrétaire d'Etat.

M. Doumergue dit que le gouvernement accepte le principe de l'enquête. (Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême-gauche.)

M. Doumergue expose qu'il se rallie à l'enquête parce que celle-ci est de nature à faire ressortir tous les efforts que le gouvernement a faits pour rassurer le pays. M. Doumergue termine en déclarant que le gouvernement s'associera à la tâche de la commission d'enquête. (Vifs applaudissements.)

M. Millerand déclare qu'il a écouté avec beaucoup d'attention le président du conseil et, s'il a bien compris, il ne s'est pas prononcé pour l'une des deux demandes d'enquête.

M. Augagneur. — Permettez-moi un mot : je me rallie à l'enquête demandée par M. Ferry. (Vifs applaudissements à gauche.)

La proposition d'enquête de M. Ferry, acceptée par le gouvernement, est votée par 385 voix contre 25. Séance levée.

La demande d'enquête de M. Ferry qui a été acceptée par le gouvernement et adoptée par la Chambre, exprime la confiance dans le gouvernement et tend à charger la commission d'hygiène de poursuivre son enquête d'accord avec le gouvernement.

*

Une note Havas dit :

« La détente parlementaire qui a abouti au vote de l'enquête fut provoquée par une conférence importante tenue ce matin au ministère des finances entre MM. Caillaux, Doumergue, Viviani, Renoult, Malvi et plusieurs députés de gauche. La réunion a considéré qu'une crise ministérielle aurait à la veille des élections des conséquences déplorables et que la majorité républicaine devait l'éviter. On reconnut que le débat pourrait se terminer par l'acceptation de l'enquête à condition que celle-ci ne mît pas en cause le principe même de la loi de trois ans. »

M. Poincaré est-il donc chambré par le Conseil des ministres.

Un curieux incident s'est produit au banquet organisé samedi soir par l'Association des maires de France, banquet auquel M. Poincaré avait été convié. Or, M. Poincaré, qui avait accepté l'invitation, ne parut point et, à la dernière minute, déclina l'invitation qui lui avait été adressée.

Premier incident. Voici le second, beaucoup plus intéressant : M. Daure, président de l'Association, après avoir porté la santé du chef de l'Etat, souligna les regrets des congressistes, et M. Sancerre, maire de Montagnac, secrétaire de l'Association, exposa les démarches faites auprès du Président.

Aux délégués de l'Association, qui lui transmirent l'invitation, M. Poincaré avait posé comme condition de son acceptation que l'on demanderait au président du conseil de désigner, suivant le protocole en usage, un ministre pour l'accompagner.

« Une délégation, dit M. Sancerre, se rendit donc auprès de M. Doumergue, qui nous promit d'examiner favorablement notre demande et de la soumettre au conseil des ministres qui devait se tenir quelques jours après notre visite.

« Du temps passa; puis, un matin, nous avons reçu une lettre officielle dans laquelle le président du conseil écrivait que les ministres avaient décidé qu'aucun d'eux ne se rendrait dorénavant à un banquet politique. »

M. Sancerre ajouta même :

« Je mets M. le président du conseil des ministres au défi de donner sa parole d'honneur que la demande a été soumise au conseil des ministres. »

Ainsi donc, M. Poincaré qui, précédemment déjà, avait dû renoncer à se rendre à Péronne, aucun ministre n'étant disponible pour l'accompagner, dut décliner une fois encore l'invitation des maires de France.

Les déclarations très nettes de M. Sancerre ont causé une vive émotion parmi les convives.

L'agitation syndicaliste parmi les mineurs

Douai, 24 février. — Le conseil national des mineurs de houille de France a lancé un manifeste dans lequel il déclare accepter la loi de huit heures et la loi de retraite, malgré leurs imperfections, et maintenant ses revendications pour l'avenir. Le conseil estime que les mineurs du centre et du Midi ont été grossièrement trompés.

Il conseille de résister aux tentatives de grève et vote une résolution déclarant accepter comme pis aller la loi de retraite et invitant les élus socialistes à ratifier le texte du Sénat sur les retraites ouvrières

Accident en mer.

Le Havre, 23 février. — L'équipage du trois-mâts norvégien *Tana* rapporte que pendant la traversée le capitaine et un matelot ont été emportés par une lame le 11 février et ont péri.

Un train dans un étang.

Reims, 23 février. — La locomotive et trois voitures d'un train local ont été précipitées dans un étang. Le mécanicien a reçu des blessures mortelles, dix voyageurs ont été blessés grièvement.

ANGLETERRE

Chute mortelle d'un aviateur.

Londres, 23 février. — Un biplan militaire piloté par un civil et portant un passager est tombé ce matin près de Chichester. Le passager a été tué et le pilote grièvement blessé. L'appareil est en partie détruit.

Une affaire d'espionnage.

ARRESTATIONS ET PERQUISITIONS

Londres, 23 février. — Le nommé Frédéric Gould et sa femme, Maud Gould, ont comparu ce matin devant le juge de Bowstreet sous l'inculpation d'espionnage. La femme a été arrêtée à Charing Cross hier après-midi, dans le train continental. Un inspecteur de la sûreté a déposé que la femme avait sur elle un billet de retour à Ostende. Après son arrestation, il a trouvé dans le wagon trois enveloppes contenant des documents relatifs à la marine anglaise. En arrivant à Bowstreet, la femme a laissé tomber des pièces sur lesquelles étaient inscrites le nom de Petersen. L'inspecteur se rendit ensuite dans une maison du faubourg de Southfields où il a arrêté le nommé Gould. En procédant à une perquisition dans la maison, il a découvert plusieurs documents relatifs à la marine anglaise. Le juge ayant demandé aux accusés ce qu'ils avaient à dire, la femme a déclaré ne pas connaître le contenu des enveloppes. Elle a ajouté qu'elle se rendait à Ostende et de là à Bruxelles. Gould a déclaré également que la femme ignorait la nature de sa mission. Ce dernier serait un sujet anglais, exerçant la profession de marchand de cigares.

Le juge de Bowstreet a renvoyé à mercredi la suite des débats dans l'affaire d'espionnage dans laquelle sont impliqués Frédéric Gould et sa femme Maud Gould.

L'exécution d'un farmer anglais au Mexique.

Lundi, à la Chambre des communes, sir Edward Grey a fait une longue déclaration au sujet de la mort de M. Benton dont la femme a télégraphié hier à M. Spring Rice, ambassadeur d'Angleterre à Washington, que son mari, après une violente discussion avec le général Villa, avait été jeté en prison. Un ami a visité le général Villa qui lui a déclaré: Il n'est pas en prison, je l'ai vu ce matin. Le général a refusé de ne rien ajouter. M. Bryan, secrétaire d'Etat aux Etats-Unis, a informé M. Spring Rice que le consul américain a visité le général Villa qui lui a dit que M. Benton était mort et qu'il fallait que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis le sussent. Il a déclaré que M. Benton lui avait rendu visite en armes et qu'il avait exprimé l'intention de le tuer. Le général Villa a montré alors au consul le pistolet. M. Spring Rice a informé M. Bryan que l'opinion publique en Europe pourrait être sérieusement affectée par l'attitude du général Villa.

M. Bryan, tout en repoussant toute responsabilité pour les actes du général Villa, a déclaré que le consul américain prenait tous les renseignements possibles. Ensuite M. Bryan a informé l'ambassadeur que M. Benton avait été jugé par un conseil de guerre et fusillé pour avoir tenté d'assassiner le général Villa. M. Bryan a exprimé ses profonds regrets.

AUTRICHE-HONGRIE

Un attentat chez un évêque catholique grec.

CINQ PERSONNES TUÉES PAR SUITE D'UNE EXPLOSION DE DYNAMITE

Budapest, 23 février. — Une explosion de dynamite s'est produite à Debreczin, à la secrétairerie de l'évêque catholique grec Myklossy. Cinq personnes ont été tuées parmi lesquelles figurent le vicaire et le secrétaire de l'évêché. L'évêque, Mgr Myklossy, a échappé par un heureux hasard du danger et n'a pas été blessé.

L'enquête a établi que la bombe de dynamite avait été envoyée hier à Czernovitch par la poste à l'évêque et qu'une lettre arrivée dans la journée d'hier annonçait un envoi renfermant des chandeliers d'église, un tapis en peau de léopard, destinés au culte, et une somme de 100 couronnes, envoi adressé au nom de l'évêque. Cette lettre était signée Anna Kovako. Lorsque l'envoi arriva il fut ouvert par le vicaire apostolique que l'explosion tua sur le coup. Il y a trois morts et sept blessés. La supposition émise au début que cet attentat était dû au mécontentement de la population protestante a été reconnue complètement fausse.

RUSSIE

Brigandage extraordinaire dans la Pologne russe.

Un brigandage extraordinaire a été commis dans la Pologne russe. 6 bandits armés de brownings et de poignards ont attaqué une caravane de 40 voitures sur la route de Lodz à Chenstokoff. Ils dévalisèrent les voyageurs au nombre de plus de 100, leur enlevant plusieurs milliers de roubles et une quantité de valeurs. Quelques-uns des voyageurs tentèrent une résistance, mais trois d'entre eux furent grièvement blessés par les brigands. La gendarmerie a capturé 3 des bandits.

MEXIQUE

Une nouvelle république dans le Nord du Mexique serait fondée.

Les nouvelles de Chihuahua signalent un bruit persistant, suivant lequel on songerait à établir une nouvelle République dans le Nord du Mexique. Les initiateurs de ce mouvement seraient actuellement en train d'achever leur plan. Les chefs rebelles déclarent que ce sont ces projets qui retardent l'attaque de Torréon. Les généraux Carrenza et Villa déclarent qu'ils n'ont d'autre but que de provoquer la chute du général Huerta.

La nouvelle république engloberait les états de Sonora, Chihuahua, Coahuila, Nuevaleon, Tamaulina et peut-être de Sinaloa.

LES AFFAIRES D'ORIENT

L'Angleterre et l'Italie dans la Méditerranée.

L'ultimatum financier posé par Paris et Londres à la Turquie n'a pas tardé à produire d'heureux effets. A certains moments, le capitalisme et l'industrialisme, par ailleurs générateurs de conflits armés, peuvent aussi exercer un rôle pacificateur.

Ce serait une erreur de croire que la politique proprement dite est restée étrangère à la solution pacifique des dernières difficultés léguées à l'Europe par la guerre des Balkans.

L'Angleterre, en effet, dans le même temps qu'elle dictait à ses banquiers la conduite financière à tenir vis-à-vis de l'emprunteur turc, s'est résolue à déclarer vis-à-vis de l'Europe certaine volonté de principe dans la question des îles. Cette démarche est d'ordre exclusivement politique et elle a eu, dans la presse italienne, un retentissement sur lequel il convient d'arrêter un moment notre attention.

* * *

La guerre des Balkans a mis, on s'en souvient, un instant en danger Constantinople.

Plus récemment, les difficultés qu'a engendrées entre la Turquie et la Russie la nomination du général allemand Liman von Sanders à un commandement important dans l'organisation militaire turque, ont rendu à la question européenne des Détroits une actualité nouvelle.

D'autre part, les façons bizarres mises par l'Italie à restituer à la Turquie les îles du Dodécanèse ont obligé les puissances méditerranéennes — et l'Angleterre en est une — à examiner de près la question de l'équilibre naval dans cette mer.

* * *

Cette question a toujours été considérée comme vitale par l'Angleterre. La Méditerranée, pour elle, c'est la route des Indes, la voie principale de son commerce, le « chemin du blé ».

Cette grand'route maritime, la politique anglaise, depuis plus de cent ans, s'est attachée à la jalonner de relais, de refuges et de défenses : Gibraltar, à l'entrée; Malte, et Chypre, au milieu; l'Egypte et Suez, à l'extrémité; puis, au-delà du débouché : Aden et Ceylan.

La communication étant ainsi assurée, l'Anglais n'a jamais pu se libérer de l'appréhension de voir une puissance navale nouvelle se former dans la Méditerranée ou y avoir accès : il lui a toujours paru qu'un tel événement pourrait compromettre la liberté de son passage et, par suite, la défense navale de son lointain empire des Indes.

Or les événements qui se sont déroulés depuis deux ans dans les Balkans ont révélé : d'une part, une sourde recrudescence de la poussée politique russe vers les Détroits, concomitante à la poussée continentale de l'influence russe en Arménie et en Perse; d'autre part, une tendance de l'ambition italienne à refaire de la Méditerranée l'antique *mare nostrum* de l'ambition romaine, à laquelle l'Italie nouvelle confesse la volonté de se relier intellectuellement par dessus l'intervalle des siècles.

Cela a amené l'Anglais à réfléchir. Il s'est remis à faire des hypothèses et à supputer les « possibilités » de l'avenir. Par exemple celles-ci :

Supposons un instant — s'est-il dit — que la Russie puisse déboucher librement dans la mer Egée, encore occupée par la débile puissance turque : voilà Malte virtuellement coupée de Chypre et de l'Egypte et le canal exposé à un coup de main.

Supposons équivalemment l'Italie établie à demeure dans le Dodécanèse : comme elle possède déjà la Sicile et le Tripoli, la voilà tenant les trois pointes d'un triangle stratégique qui la rendrait maîtresse incontestée de la mer intérieure; du coup, Malte serait annulée comme base navale, Chypre et l'Egypte seraient isolées et fermé tout accès au canal de Suez.

Que des hypothèses comme celles-là puissent seulement se formuler quelque part, dans un cerveau anglais sans une absolue invraisemblance, cela suffit pour que l'Angleterre prenne immédiatement double assurance contre l'avenir. Le moyen en a été vite trouvé : mettre officiellement le holà aux arrière-pensées de l'ambition italienne sur le Dodécanèse et assurer l'établissement dans l'Egée d'une jeune puissance navale, la Grèce, trop faible encore pour porter ombrage à l'Angleterre mais plus forte contre la Russie que la faiblesse turque.

Il ne faut pas chercher ailleurs la raison de la récente note de sir Edward Grey. C'est une intimation en due forme : « Les îles de l'Egée iront à la Grèce; quant au Dodécanèse, son sort, c'est-à-dire sa restitution à la Turquie, est une question qui ne relève pas seulement de la volonté unilatérale de l'Italie, mais de l'appréciation de l'Europe, c'est-à-dire de l'Angleterre. »

Traduisez cela en faits, cela signifie : Echec futur à la Russie pour le cas où les Détroits seraient forcés; échec immédiat à l'Italie dans son rêve de domination méditerranéenne.

* * *

Les Russes, qui se sentent encore loin de compte dans l'affaire des Détroits, n'ont pas soufflé mot. Mais la presse italienne se répand en récriminations amères sur l'égoïsme britannique : « La note anglaise, dit-elle, marque la fin d'une longue amitié ! C'est un acte de méfiance vis-à-vis de l'Italie ! »

Eh oui ! Mais l'Italie devait bien s'y attendre. Tant qu'elle s'était bornée à conquérir Tripoli et la Lybie, l'Angleterre avait laissé faire. Il ne lui déplaisait pas de voir disparaître du voisinage de l'Egypte une puissance turque assez mal organisée, dont les éléments indisciplinés lui avaient plus d'une fois causé souci. Mais toucher aux îles turques de la Méditerranée, c'était inévitablement mettre en alerte la méfiance de l'Anglais, insulaire dans l'âme.

Cette « insularité » essentielle de la politique anglaise — si nous pouvons ainsi parler — ne devait pas être ignorée du cabinet de Rome. Il devait s'attendre à la manifestation « préventive » qui vient de se produire.

Il sera curieux de voir si et comment le gouvernement mettra l'avertissement à profit.

Le mauvais temps

On signale de violentes tempêtes dans diverses régions de France.

Dans la Vendée, des trombes d'eau et de grêle ont causé de graves dégâts. La mer était démontée sur les côtes. Dans l'est, la tempête a également causé des ravages.

A Nice, à la suite d'un violent coup de vent et d'un raz-de-marée, les contre-torpilleurs *Bouclier*, *Casque*, *Dague* et *Boutefeu*, arrivés à Nice vendredi dernier et amarrés au quai du Lazaret, ont subi quelques avaries en talonnant contre le quai. Le *Dague* a une voie d'eau à l'arrière. Le *Casque* a l'arrière un peu aplati. Le vapeur *Jarlot*, venant d'Alger, n'a pu entrer dans le port que lundi matin après avoir louvoyé toute la nuit.

Une violente bourrasque a passé sur Tanger. Les croiseurs *Cosmao* et *Cassard* ont chassé sur leurs ancres et ont dû relâcher à Algésiras.

Nice, 23 février. — Le croiseur-cuirassé *Waldeck-Rousseau* s'est échoué légèrement la nuit dernière dans une rade abritée du golfe Juan. La situation du navire ne présente aucune gravité. On espère le remettre à flot dans la matinée.

Le *Waldeck-Rousseau* se serait enfoncé de trois mètres environ dans la vase et les algues, mais on confirme que sa position n'est pas dangereuse. C'est sous l'effet de la violente tempête de cette nuit que le *Waldeck-Rousseau*, chassant sur ses ancres, a été poussé vers la côte et s'est échoué.

Londres, 23 février. — Les dix survivants de la goëlette *Mexico*, qui se trouvaient sur une île ont été sauvés par un remorqueur et deux canots de sauvetage et sont en sûreté.

Une dépêche reçue de l'agent du Lloyd au cap Lizzarn annonce que d'après une dépêche sans fil du vapeur allemand *Trautenfeld*, le vapeur allemand *Wildenfels*, allant à Calcutta, envoie des signaux de détresse. Le *Wildenfels* se trouverait dans le golfe de Gascogne, au nord du cap Finistère.

Perpignan, 23 février. — Une violente tempête s'est abattue sur les côtes de la Méditerranée, rendant la navigation périlleuse. Dans le Nord de l'Espagne, notamment dans la province de Lérida, la tempête a atteint les proportions d'un cyclone. Les récoltes ont été en partie détruites.

Palma, 23 février. — On mande d'Ibiza : Par suite de la tempête, trois vapeurs marchands étrangers se sont échoués dans l'avant-port. L'un des vapeurs, le *Aline-Montreniz*, est français; le deuxième, le *Haavie*, est norvégien et le troisième, le *Nautick*, est danois. Les équipages sont sains et saufs. Le renflouement a commencé dans la matinée.

Une dépêche officielle de Palma annonce que l'équipage du *Nautick* court un grand danger.

L'Encaustique liquide préférée

est l'Excellentine (médaille d'or, diplôme d'honneur). Economique, elle donne aux meubles et parquets un brillant incomparable et durable. Le litre 1.25 M. Seul fabricant : Droguerie Lorraine, E. Schnitzler, 32, place Saint-Louis. Téléphone 1845. 150-10

ALSACE-LORRAINE

Au Conseil fédéral.

La *Strassburger Post* apprend que M. le Dr Nobis, conseiller ministériel à Strasbourg, vient d'être nommé plénipotentiaire suppléant de l'Alsace-Lorraine au Conseil fédéral, en remplacement de M. Cronau, nommé directeur ministériel; M. Nobis est parti pour Berlin — où il va demeurer désormais — pour reprendre la suite des affaires. Le nouveau titulaire était déjà plénipotentiaire suppléant au Conseil fédéral comme remplaçant éventuel de M. Köhler, sous-secrétaire d'Etat; en outre, il était président de l'administration de la dette publique et membre du Conseil impérial.

A Saverne.

La marchande de cigares, Mme Evers, de Saverne, le témoin par excellence dans l'affaire Reutter, continue à faire de bonnes affaires, dit l'*Elsässer*; son emballeur est toujours occupé à l'expédition des commandes venant de l'Allemagne, et le *Zaberner Anzeiger* prétend même qu'elle a engagé une sorte d'écrivain-poète pour rédiger, en style dityrambique, ses lettres de remerciement et d'offres de cigares.

D'autre part, le colonel von Reutter est en passe de devenir une sorte de héros national; à Oberhofen, au camp du 99e, sa photographie, tirée sur carton, est en vente dans les cantines et compagnies, au prix de 45 pfennigs. C'est pour rien. Achetez !

A l'occasion du carnaval, un fort contingent d'agents de police et d'employés de la secrète avaient été commandés pour Saverne, dans l'attente des choses qui devaient arriver et qui, bien entendu, ne sont pas venues. Saverne aura coûté cher aux contribuables !

La question de la garnison de Saverne.

M. Knœpfler, maire de Saverne, a fait une déclaration d'après laquelle il décline toute responsabilité au cas où le 99e régiment reviendrait à Saverne, et cela non pas tant à cause de la population qu'à cause de la suexcitation qui règne dans ce régiment et qui provoquerait bien vite de nouveaux conflits. Si un autre régiment que le 99e était mis en garnison à Saverne, le maire consent à donner toutes les garanties. Il a déclaré en terminant, n'avoir aucune action sur l'éditeur Wiebicke.

La note qui précède émane de l'« Agence Wolff »; elle rectifie l'information de la *Gazette de la Croix* que nous avons reproduite lundi. D'après nos informations, M. Knœpfler a demandé surtout à connaître les garanties qu'on attendait de lui.

Photographie PRILLOT

2, Avenue Serpenoise, 2.

Calendrier. — Aujourd'hui, mercredi 25 février, cinquante-cinquième jour de l'année. — Lever du soleil : 6 h 52. ; coucher : 5 h. 34.

Lune : Premier quartier le 4 mars.

Fête du jour. — Cendres.

IL Y A CENT ANS

Le 25 février 1814. — M. Molly, ministre de l'Eglise réformée de Metz, meurt du typhus, à l'âge de 27 ans.

La température. — La pression atmosphérique reste très basse sur l'ouest et le centre de l'Europe.

Le vent est faible ou modéré d'entre est et sud sur les côtes de la Manche.

La température a monté. Le thermomètre marquait hier matin : —15° au Spitzberg, —12° à Kuopio, 0° au Mans, +2° à Besançon, 4° à Paris, 6° à Bordeaux, 8° à Marseille, 15° à Alger.

Des pluies sont probables.

BULLETIN METEOROLOGIQUE

(Observations faites par M. REMOISSENET, à Metz)

	BAROMÈTRE A 0°	THERMOMÈTRE	VENT	TEMPS
24 fév. à 4 h. soir	728.5	+ 8.0	N E	Beau
25 fév. à 8 h. matin	732.7	+ 2.5	N	Var.

Thermomètre. — Maximum du 24 : +8.5; Minimum aujourd'hui : +2.0

CHRONIQUE MESSINE

Les élections municipales

auront lieu effectivement en mai, ainsi qu'on le faisait entrevoir il y a quelques jours dans la presse. Le comte Rœdern l'a confirmé dans un passage passé inaperçu de ses déclarations de mercredi dernier.

Le Mardi-Gras.

Hier matin, les habitués du déguisement et de la mascarade scrutaient, sur le seuil des magasins ou de l'atelier, le ciel gris, si semblable au ciel de dimanche matin. Le mardi-gras allait-il ressembler au dimanche-gras et les déguisés traîneraient-ils encore dans les rues pleines d'eau et de boue leurs vêtements défraîchis dès la première sortie? Mais non, une éclaircie se produisit vers 11 heures, timide d'abord, puis complète vers 2 heures. Et ce fut, à travers les principales artères de la ville, dans la rue Serpenoise surtout, la cohue joyeuse des masques, beaux et vilains, pauvres ou riches, mais plutôt propres que malpropres; dans les airs, cet amalgame de bruits fait de cris, de sons de trompe, de coups de tapettes, d'éclats de rire. Dans les établissements publics, beaucoup de monde qui buvait, qui dansait jusqu'à l'aube, ce matin... comme si on voulait s'en payer avant d'entrer en Carême.

Société lorraine des beaux arts et des arts décoratifs.

Dimanche, 1er mars, à 11 heures du matin, aura lieu à Metz, à l'Hôtel des arts et métiers, l'assemblée générale des membres de la Société lorraine des beaux-arts et des arts décoratifs, conformément au § 7 des statuts. Ordre du jour : Election du bureau de la Société. — Compte de gestion de l'exercice écoulé. — Modification des statuts. — Vœux et propositions de membres de la société.

Association musicale Messine.

Le sixième concert d'abonnement aura lieu après-demain vendredi à 7 h. 1/2 du soir, dans la grande salle du Terminus. On jouera des petits morceaux pour orchestre de *Berlioz* (ouverture « le roi Léar »), de *Bach* (concert en sol majeur), de *Haydn* (symphonie en sol majeur) et des airs de *Gluck*, de *Wagner* et de *Brahms*. Ces mélodies seront chantées par Mme Lilly Hoffmann-Onégin, cantatrice de la Cour du Wurtemberg.

La vente des cartes est chez Scheck, rue de l'Esplanade (tél. 1027).

Le revolver.

Un racommodeur de parapluies chercha querelle hier soir à des consommateurs dans une auberge du quai de l'Arsenal et menaça de tuer la débitante; mis à la porte par des consommateurs, il déchargea son revolver à travers la fenêtre sans atteindre personne.

A qui la bicyclette ?

La police a arrêté un voleur de bicyclette montant une machine marque « Hammonia », no 383947, d'une maison Ueltzen, à Hambourg. Le propriétaire peut réclamer son bien à la police de sûreté.

Tristes mœurs.

Dans la dernière nuit, un mari avait aperçu sa femme s'entretenant gaîment avec quatre hommes à un bal masqué et ensuite dans différents débits.

Ce matin, au retour de son épouse, il saisit un tranchet de cordonnier et lui en porta un violent coup dans le sein gauche. On croit que la lame n'a pas atteint le cœur; le mari s'est constitué prisonnier.

ETAT-CIVIL DE METZ

Naissances déclarées du 15 au 21 février.

Garçons 14 } 27
Filles 13 }

Catherine-Louise, fille de Adam Struhler, sergent-major infirmier. — René, fils de Félix Entringer, plâtrier. — René-Emile, fils de Célestin Georges, facteur. — Hildegarde-Caroline, fille de Jules-Martin Grönwoldt, wattman du tramway. — Hildegarde-Thérèse-Antoinette, fille de Mathias Bohr, ouvrier. — Emile-Charles, fils de Frédéric Weyls, couvreur. — Charles, fils de Charles Lequit, cultivateur. — Rose-Marie, fille de Louis-Ferdinand Nicolas, gardien de caserne. — Jeanne-Victorine, fille de Joseph Wolf, couvreur. — Alice, fille de François-Célestin Mirguet, couvreur. — Hélène-Marguerite, fille de Philippe Schaffert, inspecteur de l'éclairage municipal. — Hellmut-Guillaume-Max, fils de Ernest Köpke, sergent-major. — Esther, fille de Isaac Landau, voyageur. — Walter-Henri, fils de Walter Gille, maréchal des logis. — Marie-Jeanne-Marguerite, fille de Charles Marchal, commerçant. — Marie-Catherine, fille de Victor Chopp, voiturier. — Frédéric-Guillaume, fille de Jacques Erhard, surveillant d'octroi. — Marcel-Louis-Charles, fils de Louis Leman, voiturier. — Jean-Frédéric, fils de Nicolas Hupp, charpentier. — Anne-Gertrude, fille de Joseph Gerlinger, commis. — Edouard-Eugène, fille de Jean-Eugène Offner, ouvrier. — Gaston-René-Adrien, fils de Adrien Léger, propriétaire.

Publications de mariages.

Henri Kœnig, maçon, à Ludwigshafen, et Suzanne Reisch, à Oppau. — Hermann-Oscar Röttger, menuisier, et Paula Kusemann, à Elberfeld. — Hermann Speier, sergent-major, et Marie Kuhn, à Metz. — Richard Kraus, gérant, à Metz, et Elisabeth Pflug, à Sarrebrück. — Adam Schultz, contre-maître, à Richemont, et Adrienne-Albertine Bolinger, à Hauconcourt. — Gottlieb-Henri-Ernest-Hugo Haase, monteur, à Halle, et Anne-Marie-Marguerite Paul, à Lübeck. — Ferdinand Robert, mécanicien, et Mathilde Krank, à Metz. — Georges-Charles-Hermann Keller, lieutenant, et Marguerite Maass, à Charlottenbourg. — Frédéric Brandt, mineur, à Wildemann, et Claire Vulpins, à Kohla. — Max-Willy Helbig, maréchal-ferrant, et Frieda-Hilda Pönitz, à Gersdorf. — Henri-Guillaume Schling, ouvrier de fabrique, et Augusta-Wilhelmine Kerkhoff, à Ubedissen. — Guillaume Jüntgen, ouvrier de fabrique, et Adèle Heider, à Höhscheid. — Paul Kinkelmann, sergent-major, et Marie Butz, à Metz. — François Krüger, distillateur, et Françoise Paika, à Berlin-Tegel.

Décès

Wilhelmine-Catherine-Dorothée Æukens, née Uthenwaldt, 54 ans. — Marie-Clémence de Donder, sans profession, 59 ans. — Marguerite Mathieu, née Billas, 71 ans. — Jean-Baptiste Berger, gérant, 37 ans. — Jean Drap, ouvrier, 48 ans. — Louis Paul, 8 ans. — Etienne Lambert, tailleur de pierres, 51 ans. — Georgette-Micheline de Hunolstein, 11 mois. — Rodolphe Beloch, 3 semaines. — Fritz Haas, 5 mois. — Marcel-Lucien Buchmann, 6 mois. — Daniel Baudy, invalide, 23 ans, — Charles Masson, voiturier, 57 ans. — Anne Dewald, 2 ans. — Hélène Jungfleisch, née Weibler, 64 ans. — Emile-Auguste Dassaing, 3 semaines. — Laurent Degrati, frappeur, 49 ans. — Henri-Charles Dörr, ouvrier d'équipe, 20 ans. — Charles-Paul Portier, 3 jours. — Louis Baumbauer, ancien huissier et porteur de contraintes, 60 ans. — Véronique-Barbe Aull, sans profession, 25 ans. — Veuve Louis Masius, née Linden, 72 ans. — Veuve Elisabeth Archen, née Bauchot, 75 ans. — Charles Voigt, acteur, 38 ans. — Louis Lehnhardt, 15 jours. — Jeanne Büchner, née Willner, 35 ans.

Chronique des Tribunaux

TRIBUNAL CORRECTIONNEL

Audience du 20 février.

Pierre Wagner, 29 ans, chauffeur, domicilié autrefois à Thionville, actuellement au Sablon, encourt pour faux une semaine d'emprisonnement. Il s'était présenté à la Caisse d'épargne de Thionville avec un livret appartenant à une tierce personne, et en falsifiant la signature de cette dernière, il avait touché une somme de 60 M.

Pour une bagatelle quelconque, les nommés Charles Weissenstein, 27 ans, demeurant à Ternel, Auguste Weissenstein, coiffeur à Sainte-Marie-aux-Chênes, Henri Müller, 28 ans, Paul Deunsch, 28 ans, et Henri Mohr, 35 ans, ces trois derniers mineurs à Ternél, cherchèrent, dans la soirée du 1er novembre 1913, querelle à d'autres individus, parmi lesquels se trouvait un certain Braun. Au cours de la rencontre, ils se laissèrent aller à des voies de fait envers ce dernier, le lardant de coups de couteau et excitant un chien contre lui. Finalement Braun tomba pour ne plus se relever.

Il ne peut être établi avec certitude, lequel des jeunes gens a porté le coup mortel. Tous sont en conséquence poursuivis pour participation à une rixe, au cours de laquelle est survenue la mort d'un homme. Ils sont condamnés, Charles Weissenstein, considéré comme le coupable principal, à trois ans, son père Auguste à 18 mois et Henri Müller à 6 mois de prison. Deunsch et Mohr bénéficient d'un acquittement.

Audience du 21 février.

Catherine-Louise Krachwinkel, 19 ans, servante à Rombas, avait dérobé à sa patronne, Mme Schneider, modiste à Rombas, différentes marchandises, telles que gants, mouchoirs de poche, etc., et avait ouvert, au moyen d'un rossignol, le coffre-fort, duquel elle avait enlevé une somme de 90 M. Elle est jeune, n'a encore subi aucune condamnation : trois mois d'emprisonnement.

KufeKe

Alimentation des nourrissons. Nourriture universellement appréciée.

Nourriture des malades. Les nourrissons digèrent facilement et ne souffrent pas de troubles digestifs.

NOUVELLES RÉGIONALES

Le blé de pays amélioré. — Le directeur des « Moulins d'Ilkirch » a donné son avis sur la qualité de ce blé dans les termes suivants :

Il y a deux ans, j'ai fait venir de Marimont (Lorraine) 50 sacs de blé souche n° 22 et je les ai cédés à un certain nombre de cultivateurs de Düttlenheim, sans surcroît de prix, en échange du blé qu'ils cultivaient jusqu'ici, afin de les gagner à la culture de cette nouvelle variété. Or, cette année-ci ma maison a acheté une quantité assez importante de ce blé et pour en étudier la qualité je l'ai soumis, tant dans le laboratoire que dans le moulin, à un examen rigoureux. Le résultat a été satisfaisant à tous égards et j'ai le plaisir de déclarer que ce blé l'emporte considérablement, tant par la grandeur de son poids spécifique que par son aptitude pour la panification, sur le blé de pays cultivé jusqu'ici. Je puis affirmer tranquillement qu'en ce qui regarde la teneur en protéine il atteint presque les meilleures variétés étrangères. On le prendrait plutôt pour du blé russe riche en gluten que pour du blé de pays. Les cultivateurs sont également très satisfaits de la culture de ce blé, vu que son rendement a dépassé d'environ 25 0/0 celui des autres variétés.

Rozériculles. — (*Acte de sauvagerie.*) Un chien de chasse, appartenant à M. Hermann, de la fonderie de Rozériculles, a été empoisonné dans la nuit de samedi dernier. Les personnes qui pourraient fournir des indications et renseignements permettant de faire découvrir le ou les auteurs de cet acte inqualifiable sont priées de les faire parvenir au propriétaire du chien. Il y aura récompense.

Vry. — (*Vandalisme.*) Un touriste messin, grand amateur d'antiquités, nous écrit :

Dans les derniers temps, par une de ces belles journées qui attirent vers la campagne, je pris un billet pour Vigy afin d'aller jusque Vry. J'avais lu de belles choses au cours de mes recherches archéologiques touchant l'antique forteresse de Vry ! Je voulais aller contempler les restes si imposants de cette défense avancée de la cité messine et qui s'appelle dans l'histoire la Petite Metz. De fait la chose mérite d'être vue. Mais ce qui me fit mal au cœur ce fut de constater que la pioche d'un démolisseur s'est attaquée à une notable partie des vénérables ruines ! Et dans le but, m'a-t-on dit, de trouver des pierres pour les prestations ! ! !

La forteresse de Vry mêlée à l'histoire de l'Evêché et de la ville de Metz devrait être un souvenir cher à tout Messin et à tous les amateurs d'antiquités. Voilà ce souvenir qui s'en va et Vry se voit dépouillé de la seule chose intéressante qui pouvait attirer un étranger dans ses régions. Ne pourrait-on point protéger ces vestiges d'un glorieux passé ! On a sauvegardé la croix à trois jambes près de Grimont et d'autres antiquités qui n'ont point pour Metz l'importance du château de Vry. Comme membre de la Société d'archéologie j'attire l'attention des archéologues messins sur ces faits et propose de faire classer les ruines de la Petite Metz comme monument historique.

Un amateur de vieilles choses.

Sainte-Marie-aux-Chênes. — (*Récompense.*) Nous apprenons que M. le Président de la Lorraine vient de décerner à M. Alphonse Flosse, garçon de ferme, les éloges publics accompagnés d'une récompense de 30 M pour avoir, le 12 janvier dernier, arrêté et maintenu un attelage de la mine qui, emballé comme il l'était, aurait pu causer de graves accidents.

Nous adressons à ce courageux jeune homme nos sincères félicitations.

Basse-Yutz. — (*Accident.*) En voulant placer sur une poulie une courroie de transmission, aux ateliers du chemin de fer, l'apprenti Jakobs eut trois doigts broyés; l'amputation a dû avoir lieu immédiatement.

Ottange. — (*Enfant écrasé par une auto.*) Un enfant de sept ans, dont les parents habitent Ottange, a été renversé à Rumelange par une automobile, qui appartiendrait à M. Hessen, directeur des forges d'Ottange-Rumelange, et a été blessé si grièvement qu'on a dû le transporter à l'hôpital où il a succombé.

Château-Salins. — (*Le Comice agricole de Château-Salins* se réunira en assemblée générale le dimanche 1er mars, à 2 heures de l'après-midi, à Château-Salins. Ordre du jour : 1° Compte rendu de l'exercice 1913. 2° Conférence sur les nouveaux engrais chimiques. 3° Tombola. 4° Divers et vœux. Ensuite visite de la nouvelle Ecole d'agriculture. Après la réunion, banquet à l'hôtel Voizard; prix du couvert 2,50 M vin compris. Prière de se faire inscrire à temps.

Hémilly. — (*Qu'attend-on encore?*) On nous écrit :

Depuis 15 jours il règne une maladie assez grave parmi les enfants de l'école; sur 24 élèves il n'y en a plus que 6 pour prendre part à l'instruction. L'autorité scolaire attend certainement que ces 6 deviennent encore malades pour procéder à la fermeture de l'école. Il est évident que si l'école avait été fermée dès le début, la maladie ne se serait pas propagée de la sorte.

L'Hôpital. — (*Suites mortelles d'une rixe.*) Nous recevons la correspondance suivante au sujet de la triste affaire que nous avons signalée dans le *Lorrain* d'avant-hier :

Lundi dernier nos jeunes conscrits passèrent la revision et fêtèrent cet évènement jusqu'au jeudi soir. Vendredi, vers une heure du matin, une dispute presque insignifiante éclata entre deux jeunes gens, pendant laquelle le mineur Müller porta à son camarade Bluntz *huit coups de poignard*, dont deux mortels. Aussi Bluntz vient-il de succomber à ses blessures. Autour du cadavre nous voyons un père complètement aveugle, une mère inconsolable et 6 frères et sœurs en bas âge.

Nous avons ici à L'Hôpital trois gendarmes et deux sergents de police. Ne pourrait-on pas savoir où ces cinq gardiens de l'ordre et de la paix publique étaient cette nuit là, et pourquoi on n'a pas dit à l'aubergiste de fermer son débit à l'heure réglementaire ?

Styring-Wendel. — (*Vol par effraction.*) On nous écrit :

Dimanche dernier, après dix heures du soir, des cambrioleurs, profitant de l'absence de deux filles, ont pénétré dans leur maison, située à Vieux-Styring. Là ils ont fracturé toutes les portes d'armoires ainsi que tous les tiroirs et ont emporté des bijoux et de l'argent représentant une valeur d'environ 100 M. Malgré toutes les recherches de la part de la police, on n'est pas encore sur la piste des malfaiteurs.

Sarreguemines. — (*Les anciens élèves de l'Ecole d'agriculture*). A l'occasion des examens de clôture et de la fête du 25e anniversaire de la création de l'Ecole d'hiver aura lieu le samedi 7 mars prochain, à midi et demi, dans la grande salle de l'Ecole, une réunion de tous les anciens élèves de l'établissement.

Ordre du jour : 1° Ouverture de la séance et allocution de bienvenue; 2° Rapport sur l'activité déployée jusqu'ici par la Société; 3° Conférence de M. Straub, de Sarralbe, membre du bureau de la Société, sur le but et les tendances de l'agriculture de nos jours; 4° Divers. Après la séance il y aura un dîner en commun suivi d'une réunion amicale. Eu égard à la solennité du jour, tous les anciens élèves de l'Ecole d'hiver, même ceux qui ne sont pas membres de la Société, sont invités à assister à cette réunion où ils seront les bienvenus.

Bliesschweyen. — (*Meurtre.*) Vendredi dernier, le corps du nommé Antoine Bruhl, né à Bliesschweyen en 1875, et qui vivait séparé de sa femme à Paris, faubourg Saint-Antoine, a été retiré de la Seine par un pêcheur. Bruhl avait disparu depuis le 10 février. On croit qu'il a été tué et jeté ensuite dans la Seine.

Bitche. — (*Vandalisme.*) De notre correspondant :

La semaine dernière, plusieurs commerçants de Bitche, en ouvrant le matin leur boutique, furent désagréablement surpris en trouvant la clanche ou le bec-de-cane de la porte d'entrée brisés au dehors. De mauvais farceurs, sans doute, n'avaient, pendant la nuit, trouvé rien de mieux que d'assouvir ainsi leur esprit d'un vandalisme tout spécial. Malgré une surveillance très étroite exercée depuis, la police n'a encore rien pu découvrir.

— *Un orage* d'une extrême violence s'est abattu